

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 45.306/4
DU 15 OCTOBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Énergie, le 9 octobre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales et visant à une amélioration des compétences de la Commission de Régularisation de l'Électricité et du Gaz en matière de collecte d'informations", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"Lors du contrôle budgétaire de juillet 2008, la notification suivante a été adoptée.

Recettes non fiscales

Le gouvernement constate que la contribution de 250 mios du secteur de l'énergie n'a pas encore été versée. Conformément à la notification du 29 février 2008, le gouvernement prendra les mesures appropriées dans la loi-programme, à moins que la contribution n'ait été versée au moment de la préparation de cette loi.

Le 12 septembre, le Premier Ministre et le Ministre de l'Énergie ont pris acte du fait que le secteur n'entendait pas verser cette contribution sur une base volontaire . Il est demandé au gouvernement d'exécuter la notification du 22 juillet 2008 afin de parvenir à une recette budgétaire de 250 millions d'euros.

En outre, le gouvernement a décidé de prendre immédiatement un avant-projet de loi séparé avec requête de traitement en urgence au parlement de sorte qu'en matière de délais et de procédures de paiement, perception et créance, aucun risque budgétaire ne soit couru pour le budget 2008 (une reprise à la loi-programme avec publication possible au cours des derniers jours de 2008 risque en effet de donner lieu à des problèmes de perception et de créance qui hypothèquent encore la recette budgétaire en 2008)."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

.../...

Article 1^{er}

L'article 83 de la Constitution prévoit que

"Toute proposition de loi et tout projet de loi précise s'il s'agit d'une matière visée à l'article 74, à l'article 77 ou à l'article 78 de la Constitution".

L'article 1^{er} de l'avant-projet qui indique que "la présente loi règle une matière visée aux articles 77 et 78 de la Constitution", sans préciser quelles sont les dispositions qui règlent une matière visée à l'une ou l'autre de ces deux dispositions, méconnaît cette obligation constitutionnelle.

Au demeurant, la section de législation n'aperçoit pas quelle(s) disposition(s) de l'avant-projet règle(nt) une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Article 2

1. Cette disposition tend à prévoir l'obligation pour la Société belge des combustibles nucléaires Synatom de transférer une somme de 250 millions d'euros à l'État. Les exploitants nucléaires et les sociétés qui ont une quote-part dans la production industrielle d'électricité par fission de combustibles nucléaires doivent acquitter une somme équivalente à la société Synatom au prorata de leur quote-part dans la production industrielle d'électricité par fission de combustibles nucléaires.

Les exploitants nucléaires et les autres sociétés redevables ne pourront "facturer ou répercuter de quelque façon l'obligation de leur contribution individuelle directement ou indirectement sur d'autres entreprises ou sur le client final".

Cette contribution devrait servir à "financer notamment des investissements et dépenses dans le domaine énergétique".

Dès lors qu'il s'agit d'un prélèvement imposé d'autorité en vue de couvrir des dépenses publiques, et qu'il ne constitue pas la rémunération pécuniaire d'un service rendu au redevable individuellement et proportionnée à ce service, cette contribution doit être qualifiée d'impôt, étant entendu qu'un prélèvement ne perd pas son caractère d'impôt par le fait qu'il est destiné à couvrir des dépenses spécifiques ⁽¹⁾.

La caractéristique toutefois de cet impôt est qu'il frappe une catégorie déterminée de personnes d'un prélèvement unique et relativement important, sans que ce montant ne puisse dans le chef du contribuable être préalablement déterminé, puisqu'il est fonction de la quote-part qu'a chaque contribuable dans la production industrielle d'électricité par fission.

L'exposé des motifs et le commentaire d'article sont muets quant à la justification de cet impôt.

Il appartiendra à l'auteur du projet de justifier ce prélèvement unique tant au regard du droit à la protection de la propriété, consacré par l'article 1^{er} du Premier Protocole à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qu'à la lumière de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle en cette matière ⁽²⁾, qui implique que ce prélèvement repose sur une justification raisonnable, ainsi qu'au regard du principe d'égalité et de sécurité juridique.

⁽¹⁾ C.C., n/ 21/97, 17 avril 1997, B.4.4; C.C., n/ 100/2003, 17 juillet 2003, B.7.1 et B.7.2.

⁽²⁾ Voir C.C., n/ 107/2005, point B.15.2 : "Même si le législateur fiscal dispose d'une ample marge d'appréciation, une imposition peut revêtir un caractère disproportionné portant une atteinte injustifiée au respect des biens si elle rompt le juste équilibre entre les exigences de l'intérêt général et la sauvegarde du droit au respect des biens". Voir également : C.C., n/ 86/2005, points B.19 à B.21; 177/2005, point B.24.2.; 20/2006, point B.17; 150/2006, point B.5.10; 62/2007, point B.5.3; 81/2007, point B.9.3; 72/2008, point B.10.2 et C.E.D.H., Gasus Dosier - und Fördertechnik GmbH c. Pays-Bas, 23 février 1995; National & Provincial Building Society, Leeds Permanent Building Society et Yorkshire Building Society c. Royaume-Uni, 23 octobre 1997; s.a. Dangeville c. France, 16 avril 2002; s.a. Cabinet Diot et s.a. Gras Savoye c. France, 16 avril 2002; Buffalo SRL en liquidation c. Italie, 3 juillet 2003; Mamidakis c. Grèce, 11 janvier 2007; M.A. et E. Imbert de Tremiolles c. France, 4 janvier 2008.

L'exposé des motifs devra en particulier être complété pour justifier que seules les personnes visées par le présent avant-projet sont assujetties à ce prélèvement unique et que celui-ci ne constitue pas une charge déraisonnable pour ces personnes.

Par ailleurs, l'avant-projet s'abstient de déterminer sur quelle base sera déterminée la "quote-part dans la production industrielle d'électricité par fission de combustibles nucléaires" et est donc à cet égard non conforme au principe de légalité de l'impôt.

Les mots "au taux pratiqué dans le marché pour des crédits industriels du dernier exercice clôturé" semblent dépourvus de toute pertinence à cet égard.

2. Selon l'article 14, § 8, alinéa 2, en projet, le prélèvement imposé d'autorité "(...) servira à financer notamment des investissements et dépenses dans le domaine énergétique, dont le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixera les objectifs"; une telle habilitation, purement exemplative, est excessive et ne peut être admise. Il appartient au législateur lui-même de déterminer, par une définition à caractère organique, la nature de telles dépenses, leur objet ainsi que les éléments essentiels de l'intervention de l'autorité fédérale ⁽³⁾.

Article 3

En vertu de l'article 22bis en projet, la Commission des provisions nucléaires peut infliger aux personnes que cette disposition vise une amende administrative s'élevant au maximum à 2 % d'une part du chiffre d'affaires que le texte précise.

⁽³⁾ Voir notamment, en matière de subventions, l'article 12, alinéa 3, des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991.

Compte tenu de l'importance de cette amende administrative, celle-ci paraît pouvoir être qualifiée d'amende administrative à "caractère pénal" au sens de l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ⁽⁴⁾.

Cette disposition appelle en conséquence la même observation que celle formulée dans l'avis 34.184/1, donné le 26 septembre 2002, sur un avant-projet devenu la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion de matières fissiles irradiées dans ces centrales nucléaires ⁽⁵⁾, en particulier l'observation 2 sous l'article 21 (devenu l'article 22 de la loi du 11 avril 2003).

Articles 4 et 5

En attribuant, dans les articles 30bis et 18 en projet, aux procès-verbaux dressés par les agents que le Roi désigne et qui sont chargés de constater des infractions aux lois du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, une force probante particulière, les articles 4 et 5 de l'avant-projet font exception à la règle générale selon laquelle un procès-verbal vaut en tant que simple renseignement et dérogent, en conséquence, "au régime de la libre administration de la preuve en matière répressive, selon lequel le juge apprécie en fonction de sa propre conviction, la valeur probante d'un élément déterminé" ⁽⁶⁾.

⁽⁴⁾ En ce qui concerne la qualification des amendes administratives en tant que peines et leurs effets, voir notamment A. ALEN, "Administratieve geldboeten : hun internationaal- en internrechtelijke kwalificatie", dans "De doorwerking van het publiekrecht in het privaatrecht", Gand, 1997, 265-314; A. DE NAUW, "De rechten van de mens, stuwende kracht van een nieuwe golf van penalisering in het sociaal en fiscaal strafrecht", T. Strafr., 2001, 219; J. VELAERS, "De Grondwet en de Raad van State, Afdeling Wetgeving", Anvers - Apeldoorn, 1999, 101-108.

Sur la problématique des sanctions administratives, voir également les "Sanctions administratives", Ouvrage collectif sous la direction de R. Andersen, D. Déom et D. Renders, Bruylant, Bruxelles, 2007.

⁽⁵⁾ Doc. parl., Chambre, 2002-2003, n/ 2238/1, pp. 24-26.

⁽⁶⁾ Voir, à cet égard, C.C., arrêts n/ 40/2000 du 6 avril 2000 et n/ 16/2001 du 14 février 2001.

Il convient de préciser dans l'exposé des motifs les raisons pour lesquelles cette exception paraît justifiée ⁽⁷⁾.

⁽⁷⁾ Voir, dans le même sens, l'avis 43.509/4, donné le 20 novembre 2007, sur un projet devenu le décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement (Doc. parl., Parl. wall., 2007/2008, n/ 771/1, pp. 35-65).

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.306/4
VAN 15 OKTOBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 oktober 2008 door de Minister van Energie verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestaand in deze kerncentrales en tot verbetering van de bevoegdheden van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas inzake informatievergaring", heeft het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"Lors du contrôle budgétaire de juillet 2008, la notification suivante a été adoptée.

Recettes non fiscales

Le gouvernement constate que la contribution de 250 mios du secteur de l'énergie n'a pas encore été versée. Conformément à la notification du 29 février 2008, le gouvernement prendra les mesures appropriées dans la loi-programme, à moins que la contribution n'ait été versée au moment de la préparation de cette loi.

Le 12 septembre, le Premier Ministre et le Ministre de l'Énergie ont pris acte du fait que le secteur n'entendait pas verser cette contribution sur une base volontaire . Il est demandé au gouvernement d'exécuter la notification du 22 juillet 2008 afin de parvenir à une recette budgétaire de 250 millions d'euros.

En outre, le gouvernement a décidé de prendre immédiatement un avant-projet de loi séparé avec requête de traitement en urgence au parlement de sorte qu'en matière de délais et de procédures de paiement, perception et créance, aucun risque budgétaire ne soit couru pour le budget 2008 (une reprise à la loi-programme avec publication possible au cours des derniers jours de 2008 risque en effet de donner lieu à des problèmes de perception et de créance qui hypothèquent encore la recette budgétaire en 2008)."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

.../...

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Artikel 1

Artikel 83 van de Grondwet bepaalt :

"Elk wetsvoorstel en elk wetsontwerp vermeldt of het een aangelegenheid regelt bedoeld in artikel 74, in artikel 77 of in artikel 78".

Artikel 1 van het voorontwerp, waarin wordt gesteld dat "deze wet (...) een aangelegenheid (regelt) als bedoeld in (de) artikelen 77 en 78 van de Grondwet", zonder dat wordt gepreciseerd welke de bepalingen zijn die een aangelegenheid regelen als bedoeld in deze of gene van deze twee bepalingen, schendt deze grondwettelijke verplichting.

Het is de afdeling wetgeving overigens niet duidelijk welke bepaling(en) van het voorontwerp een aangelegenheid regelt of regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Artikel 2

1. Deze bepaling strekt ertoe de Belgische Maatschappij voor Kernbrandstoffen Synatom de verplichting op te leggen om een bedrag van 250 miljoen euro over te maken aan de Staat. De kernexploitanten en de vennootschappen die een aandeel hebben in de industriële productie van elektriciteit door splijting van kernbrandstoffen moeten een gelijkwaardig bedrag betalen aan de vennootschap Synatom naar rato van hun aandeel in de industriële productie van elektriciteit door splijting van kernbrandstoffen.

De kernexploitanten en overige bijdrageplichtige vennootschappen "mogen hun individuele bijdrageplicht op generlei wijze doorrekenen of verhalen, rechtstreeks of onrechtstreeks op andere ondernemingen of op de eindafnemer."

Deze bijdrage zou moeten dienen "om investeringen en uitgaven in het energiedomein te financieren".

Aangezien het gaat om een gezagshalve opgelegde heffing om in overheidsuitgaven te voorzien, en deze geen geldelijke vergoeding is van een ten voordele van een individueel beschouwde heffingsplichtige verleende dienst die evenredig is met die dienst, moet deze bijdrage worden gekwalificeerd als een belasting, waarbij erop gewezen dient te worden dat een heffing haar karakter van belasting niet verliest doordat ze wordt bestemd voor welbepaalde uitgaven ⁽¹⁾.

Het kenmerk van deze belasting is evenwel dat ze een bepaalde categorie van personen een eenmalige en relatief hoge belasting oplegt zonder dat dit bedrag ten aanzien van de belastingplichtige vooraf kan worden vastgesteld, aangezien het afhankelijk is van het aandeel dat elke belastingplichtige heeft in de industriële productie van elektriciteit door splijting.

In de memorie van toelichting en in de commentaar bij het artikel wordt niets gezegd over de rechtvaardiging van deze belasting.

Het staat aan de steller van het ontwerp deze eenmalige heffing te rechtvaardigen zowel uit het oogpunt van het recht op bescherming van eigendom, vastgelegd in artikel 1 van het Eerste protocol bij het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, als in het licht van de rechtspraak

⁽¹⁾ Grondwettelijk Hof, nr. 21/97, 17 april 1997, B.4.4; Grondwettelijk Hof, nr. 100/2003, 17 juli 2003, B.7.1 en B.7.2.

van het Grondwettelijk Hof in dezen ⁽²⁾, die impliceert dat deze heffing stoelt op een redelijke rechtvaardiging, alsmede uit het oogpunt van het gelijkheids- en rechtszekerheidsbeginsel.

De memorie van toelichting zal in het bijzonder moeten worden aangevuld om te rechtvaardigen dat alleen de personen bedoeld in het voorliggende voorontwerp aan deze eenmalige heffing onderworpen zullen zijn en dat deze heffing voor deze personen geen onredelijke last is.

Bovendien wordt in het voorontwerp niet bepaald op welke basis het "aandeel in de industriële productie van elektriciteit door splijting van kernbrandstoffen" zal worden vastgesteld en is het in dat opzicht dus niet conform het beginsel van de wettelijkheid van belasting.

De woorden "tegen de geldende rente voor industriële kredieten van het laatst afgesloten boekjaar" lijken in dezen niet relevant.

2. Volgens het ontworpen artikel 14, § 8, tweede lid, zal de gezagshalve opgelegde heffing "(...) inzonderheid dienen om investeringen en uitgaven in het energiedomein te financieren, waarvan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, de doelstellingen zal bepalen"; een zodanige machtiging, die louter bij wijze van voorbeeld wordt verleend, gaat te ver en kan niet worden aanvaard. Het staat aan de

⁽²⁾ Zie Grondwettelijk Hof, nr. 107/2005, punt B.15.2 : "Ook al beschikt de fiscale wetgever over een ruime beoordelingsmarge, toch kan een belasting onevenredig zijn en op onverantwoorde wijze afbreuk doen aan het ongestoord genot van iemands eigendom indien zij het billijk evenwicht verbreekt tussen de vereisten van het algemeen belang en de bescherming van het recht op het ongestoord genot van eigendom". Zie eveneens : Grondwettelijk Hof, nr. 86/2005, punten B.19 tot B.21; 177/2005, punt B.24.2; 20/2006, punt B.17; 150/2006, punt B.5.10; 62/2007, punt B.5.3; 81/2007, punt B.9.3; 72/2008, punt B.10.2 en EHRM, Gasus Dosier - und Fördertechnik GmbH tegen Nederland, 23 februari 1995; National & Provincial Building Society, Leeds Permanent Building Society en Yorkshire Building Society tegen Verenigd Koninkrijk, 23 oktober 1997; s.a. Dangeville tegen Frankrijk, 16 april 2002; s.a. Cabinet Diot et s.a. Gras Savoye tegen Frankrijk, 16 april 2002; Buffalo SRL in vereffening tegen Italië, 3 juli 2003; Mamidakis tegen Griekenland, 11 januari 2007; M.A. et E. Imbert de Tremiolles tegen Frankrijk, 4 januari 2008.

wetgever zelf via een organieke definitie de aard te bepalen van zulke uitgaven, het doel ervan, alsmede de kernpunten van het optreden van de federale overheid ⁽³⁾.

Artikel 3

Krachtens het ontworpen artikel 22bis kan de Commissie voor nucleaire voorzieningen de personen bedoeld in deze bepaling een administratieve geldboete opleggen die ten hoogste 2 % bedraagt van een gedeelte van het in de tekst gepreciseerde omzetcijfer.

Gelet op de hoegrootheid van deze administratieve geldboete zou zij kunnen worden bestempeld als een administratieve geldboete "van strafrechtelijke aard" in de zin van artikel 6 van het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden ⁽⁴⁾.

Deze bepaling geeft bijgevolg aanleiding tot dezelfde opmerking als die welke wordt gemaakt in advies 34.184/1, op 26 september 2002 verstrekt over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales ⁽⁵⁾, inzonderheid opmerking 2 onder artikel 21 (dat artikel 22 van de wet van 11 april 2003 is geworden).

⁽³⁾ Zie inzonderheid inzake "toelagen", artikel 12, derde lid, van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

⁽⁴⁾ In verband met het aanmerken van de administratieve geldboetes als straffen en de gevolgen ervan, zie onder meer A. ALEN, "Administratieve geldboeten : hun internationaal- en internrechtelijke kwalificatie", in "De doorwerking van het publiekrecht in het privaatrecht", Gent, 1997, 265-314; A. DE NAUW, "De rechten van de mens, stuwende kracht van een nieuwe golf van penalisering in het sociaal en fiscaal strafrecht", T. Strafr., 2001, 219; J. VELAERS, "De Grondwet en de Raad van State, Afdeling Wetgeving", Antwerpen - Apeldoorn, 1999, 101-108.
In verband met de problematiek van de administratieve sancties, zie eveneens "Sanctions administratives", Ouvrage collectif sous la direction de R. Andersen, D. Déom et D. Renders, Bruylant, Brussel, 2007.

⁽⁵⁾ Gedr. St., Kamer, 2002-2003, nr. 2238/1, blz. 24-26.

Artikelen 4 en 5

Door in de ontworpen artikelen 30*bis* en 18 bijzondere bewijskracht te verlenen aan de processen-verbaal opgesteld door de ambtenaren die de Koning aanwijst en die belast worden met het vaststellen van de overtredingen van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, vormen de artikelen 4 en 5 van het voorontwerp een uitzondering op de algemene regel luidens welke een proces-verbaal geldt als loutere inlichting en wijken ze bijgevolg af "van de vrije bewijslevering in strafzaken, waarbij de rechter, naar eigen overtuiging, de bewijswaarde beoordeelt van een bepaald element". ⁽⁶⁾

In de memorie van toelichting dienen de redenen te worden opgegeven waarom deze uitzondering gerechtvaardigd zou zijn ⁽⁷⁾.

⁽⁶⁾ Zie in dat verband Grondwettelijk Hof, arresten nrs. 40/2000 van 6 april 2000 en 16/2001 van 14 februari 2001.

⁽⁷⁾ Zie in dezelfde zin advies 43.509/4, op 20 november 2007 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 5 juni 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu (Gedr. St., Parl. wall., 2007/2008, nr. 771/1, blz. 35-65).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE